

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA VAL DE GASCOGNE

gare
47170 Mézin

Références : IC/SM/UbD24-47/2026/059
Code AIOT : 0005202208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SCA VAL DE GASCOGNE implanté gare 47170 Mézin. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL, suite à la délivrance de l'arrêté d'enregistrement et notamment l'implantation de la nouvelle fosse de réception.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA VAL DE GASCOGNE
- gare 47170 Mézin

- Code AIOT : 0005202208
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Mézin est une installation de stockage de céréales classée à enregistrement sous la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

La SCA VAL DE GASCOGNE a racheté les silos d'URTHALER afin d'augmenter ses capacités de stockage, qui sont aujourd'hui de 25 630 m³.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 > V.	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	aménagements des prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.1	Sans objet
2	compléments des prescriptions générales	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.2	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > I.	Sans objet
6	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entretient correctement son site et connaît les risques liés à son installation. Il effectue

les formations du personnel.

Toutefois, des actions correctives et des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant notamment sur les vérifications périodiques de ses installations.

Une mise en demeure est proposée sur le confinement des eaux polluées en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : aménagements des prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, aménagement de prescriptions
Prescription contrôlée : Les capacités de stockage sont éloignées des stockages de liquide inflammable et de gaz inflammable liquéfié d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement sans être inférieure à 10 mètres. Les silos sont séparés des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques, etc.) par un espace libre de 10 mètres minimum ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120. Les différentes parties du silo (la tour de manutention, la fosse d'élévateurs, les cellules fermées, les bâtiments abritant les cellules ouvertes et les galeries) sont implantées à une distance minimale de la limite du site de 1,5 fois leur hauteur telle que définie en annexe V, avec un minimum de 10 mètres. Ces distances minimales d'éloignement sont comptées à partir des contours de la partie de silo concernée. Aucun local habité ou occupé par des tiers n'est situé dans les zones délimitées par ces distances minimales. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès à l'intérieur de ces zones (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs permettent l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. Les locaux administratifs sont éloignés des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise) et des tours de manutention d'au moins 10 mètres. Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agréeage et de pesage, etc.) ne sont pas concernés par le respect de cette distance minimale d'éloignement.
Constats : L'inspection a constaté que la nouvelle fosse de réception est située à plus de 10 mètres des limites de propriété conformément à la dérogation prévue à l'article 2 .1.1 de l'APE de 2025. Sur le site, les dépôts d'engrais sont stockés en big-bag, et sont éloignés des silos par un espace de plus de 10 mètres. L'inspection a également constaté qu'il n'y a aucune habitation proche du site : <ul style="list-style-type: none">- A l'ouest : la Gélise- Au Nord et à l'Est : la forêt- Au Sud : la société Compagnie Industrielle du Bois est présente à plus de 50 mètres des

<p>premières installations classées du site Val de Gascogne.</p> <p>Des travaux sont en cours pour les nouveaux locaux administratifs qui seront situés dans le bâtiment de l'ancienne gare, à l'entrée du site.</p> <p>Le site est fermé par un portail afin que les personnes non autorisées ne puissent pas avoir accès à l'intérieur du site.</p> <p>Une partie de la clôture a été détruite par la Compagnie Industrielle du Bois lors de la destruction de bâtiments.</p> <p>L'exploitant a fourni un planning de travaux avec un plan d'actions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : compléments des prescriptions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, caractéristiques fosse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fosse doit respecter les caractéristiques utilisées pour les calculs et modélisations présentés dans le dossier technique, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle doit être découpée de la fosse de réception. • Le volume total de la fosse élévateur est de 88 m³. • La fosse doit être recouverte par une structure soufflable. • La surface de décharge doit être de 7,8 m² minimum pour avoir une pression réduite de 0,1 bar.
<p>Constats :</p> <p>La nouvelle fosse a été mise en place en juillet 2025 pour la collecte de l'année dernière.</p> <p>L'inspection a constaté que la fosse est recouverte par structure soufflable, et qu'un mur en béton permet de découpler les 2 fosses. Lors de l'inspection, la fosse de réception était pleine.</p> <p>Une mesure de la surface de décharge a été réalisée :</p> <p>3,87 m * 4,02 m = 15,55 m²</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, propreté des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage</p>

l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières. Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m². Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que le planning de nettoyage est renseigné dans la gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) où tous les éléments sont répertoriés (silos/cellules/tour de manutention/fosses etc). Il précise qu'il y a une aspiration centralisée pour les poussières dans les silos.

Lors de l'inspection, les locaux visités par sondage étaient maintenus propres et deux témoins d'empoussièrement ont été vérifiés et étaient impeccables.

L'inspection a constaté que la consigne intitulée « nettoyage des installations » est affichée dans le local de réception.

L'inspection interroge un opérateur sur la fréquence et l'organisation du nettoyage : il indique faire le nettoyage dès que c'est nécessaire et fait la démonstration sur la GMAO qu'il renseigne lors des gros nettoyages : les fréquences sont renseignées (Fréquence 2 fois par an) pour le nettoyage et pour la maintenance préventive (tous les organes de sécurité). Une vérification de l'asservissement est testée 1 fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, rapport de vérification annuelle

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le

cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion. Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage.

Constats :

L'inspection a consulté :

- le rapport de vérification périodique quadriennal du 30/04/2025 réalisé par l'APAVE, qui fait état de deux observations concernant les appareils d'éclairage de sécurité réalisé par Bloc(s) autonome(s) d'éclairage sécurité (BAES).
- le rapport de vérification périodique annuelle des installations électriques du 30/04/2025 réalisé par l'APAVE, n'indique aucune non-conformité, et le Certificat Q18 a été délivré.
- le rapport de vérification des installations électriques ICPE SILO du 28/04/2025 réalisé par l'APAVE indiquant que les dispositions sont satisfaisantes pour l'équipotentialité et les courants vagabonds. 2 observations sont faites sur la zone BE2 et l'ensemble des zones BE3.
- le rapport de Contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge du 02/07/25 réalisé par FASCOM, indiquant que les armoires et les coffrets électriques contrôlés sont conformes en termes de prévention des risques d'incendie. L'attestation Q19 a été délivrée le mercredi 2 juillet 2025.

L'exploitant a fourni l'attestation de vérification de Securi's indiquant que 6 BAES ont été remplacés le 14/04/25 dans le cadre du contrat.

Toutefois ces vérifications ne concernent pas les bâtiments ex-URTHALER. Le prochain contrôle prévu fin avril 2026, inclura l'ensemble des installations du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les rapports de vérification annuelle de l'ensemble des installations du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 > V.

Thème(s) : Risques accidentels, récupération des eaux polluées

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être

pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : L'inspection a constaté que le site ne dispose pas de dispositif de rétention des pollutions accidentelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, et justifier du dimensionnement d'un dispositif de confinement des eaux d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a fait réaliser la vérification des extincteurs et présente le rapport. L'inspection consulte le rapport de vérification des extincteurs réalisé par sécuri's le 14/04/2025 : sur 26 extincteurs vérifiés, 2 extincteurs ont été rechargés, 2 remplacés et 1 échangé. L'exploitant fournit également le rapport de contrôle des points d'eau incendie, réalisé le 01/07/2025 : le débit est > 60 m3/h. Ce poteau incendie couvre la totalité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Mézin compte 4 salariés. Le responsable du site a plusieurs sites sous sa responsabilité. Sur site, il y a le référent silo (silotier expert). La Responsable Sécurité indique que deux formations du personnel sont prévues dans le plan de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une formation aux risques IEP (Incendie Explosion Poussières) qui est réalisée par un organisme externe ; - une formation sécurité interne sur les risques industriels liés au métier de silo est réalisée annuellement. <p>3 des 4 salariés ont reçu la formation sur « La prévention des risques incendie et explosion de poussières », réalisée par un organisme externe. Les attestations de formation du personnel aux risques IEP (Incendie Explosion Poussières) du site de MEZIN ont été transmises post inspection. Le dernier arrivé a fait également la formation sécurité interne (l'attestation de formation a été transmise) et il est prévu en formation par un organisme externe cette année.</p>
Type de suites proposées : Sans suite